

Affaire suivie par : Christophe HENNEBELLE
christophe.hennebelle@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 77 94

Nantes, le 15/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats
Publié sur  **GÉORISQUES**

BERNARD AGRISERVICE

5 rue Georges Sicard
44130 Fay-de-Bretagne

Références : N2-2023-652

Code AIOT : 0006305256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement BERNARD AGRISERVICE implanté 40 Beautrait 44170 La Grigonnais. L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale silos 2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARD AGRISERVICE
- 40 Beautrait 44170 La Grigonnais
- Code AIOT : 0006305256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BERNARD AGRISERVICE exploite sur le site de la Grigonnais des installations de stockage de céréales composées de 15 cellules et 6 boisseaux d'expédition, et d'un magasin de stockage d'engrais, de produits phytosanitaires et de divers produits combustibles.

L'établissement est soumis à autorisation. Il est classé sous la rubrique 2160-2.a de la nomenclature des ICPE. Sur le site, en dehors de l'activité « magasins » concernant les engrais et les phytosanitaires, ne sont actuellement stockés que du blé, de l'avoine et de l'orge.

Depuis la délivrance de l'autorisation (17/10/2013), une modification notable a été signalée par l'exploitant en 2014. Il s'agissait de la création d'une cellule de stockage supplémentaire équivalente (S9) à la cellule S10 déjà présente (cellule de capacité unitaire de 5000t). Après analyse par l'inspection des installations classées, qui a jugé la modification non substantielle, le préfet a donné acte le 13 mars 2015 (pour une capacité globale inférieure à 22 000 m³).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et arrêté préfectoral du 17 octobre 2013

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	Rétention des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2013, article 7-6-2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
7	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
9	Propreté du silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
11	Limitation des effets d'une explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
6	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
8	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
10	Moyens d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a mis en évidence plusieurs non-conformités ou observations pour lesquelles l'exploitant est invité à transmettre un plan d'actions sous 1 mois accompagné d'un échéancier de mise en conformité. Les différentes vérifications périodiques sont bien réalisées mais une partie des installations (anciennes) est propice à un empoussièrement des installations. Il est donc attendu de l'exploitant de veiller à procéder à des opérations régulières de nettoyage (allant au-delà si nécessaire des fréquences théoriques applicables à toutes les installations de groupe).

Selon l'exploitant, le site n'a pas connu d'incident depuis 2016, ni fait l'objet de plainte de riverains. Les installations n'ont pas été modifiées (pas d'arrêt de cellule, ni de création de nouvelles capacités).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Le responsable de silo fait bien l'objet d'une désignation (tout comme son adjoint). Le responsable de silos suit tous les ans une formation qualité/sécurité. Par ailleurs, une formation spécifique incendie explosion est prévue tous les 5 ans (avec dernière session suivie par le responsable de silo le 28 avril 2023 et de son adjoint le 31 mars 2021). Les saisonniers disposent d'un module de formation en présentiel ou e-learning (si renouvellement) comprenant une sensibilisation aux risques incendie et explosion.
Observations : <u>Observation 1 :</u> Le module de formation incite à l'utilisation du balai dans les opérations de nettoyage alors qu'à l'intérieur des silos, le recours à l'aspiration doit être privilégié (avec recours au balai ou à l'air comprimé devant être exceptionnel).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de la visite, il a été sollicité la remise d'un état des stocks notamment en matière de produits phytosanitaires.
Non conformité 1 : L'état des stocks présenté est très difficilement exploitable en cas d'accident sur le site puisque se contentant de donner les quantités par références commerciales sans aucune appréciation possible des dangers associés ou du tonnage global de produits présents sur site. Par ailleurs ce document ne permet pas de justifier que le site n'est pas classable au titre des différentes rubriques susceptibles de concerner ce type de stockage. Enfin, la quantité de nitrate d'ammonium 33,5 % indiquée dans l'état des stocks (50t) ne correspondait pas à la quantité relevée lors de la visite (moins de 5T).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2013, article 7-6-2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 7.6.2- Rétentions

Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.

Constats : Non-conformité 2 : Les produits phytosanitaires sont placés dans un local qui, selon l'exploitant, forme rétention. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de justifier du volume de rétention de ce local et de la suffisance de la rétention. Par ailleurs, en dehors de ce local, de nombreux bidons liquides portant des mentions de danger (notamment, engrais liquides) sont stockés hors rétention.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la prise en compte des incompatibilités entre produits.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter une série de consignes génériques applicables à l'ensemble des implantations du groupe.

- consigne sur la consignation du matériel électrique,
- consigne de travail en espace confiné,
- procédure de nettoyage (avec nettoyage a minima tous les mois et nettoyage des parties hautes une fois par an),
- consigne sur la thermométrie,
- consignes en marche – arrêt – travaux.

Observations : Observation 2 : Certaines consignes sont trop générales et demandent à être précisées sur leur applicabilité à l'échelle du site. Par exemple, la procédure d'urgence ne prévoit pas la mise en sécurité du site à travers la fermeture de la vanne du bassin de confinement ; de même, la procédure sur la thermométrie est peu détaillée pour caractériser une « élévation anormale » de température et sur les consignes à mettre en œuvre dans ce type de situation.

Observation 3 : Par ailleurs, l'exploitant devra s'interroger sur les possibilités de confinement des eaux incendie, en particulier sur les installations susceptibles d'occasionner une pollution des eaux superficielles (notamment, produits phytosanitaires).

Observation 4 : La consultation des relevés de thermographie dans le silo S9 met en évidence la défaillance de certaines parties de sonde. L'exploitant devra proposer un programme de remplacement de ces sondes défaillantes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant a présenté les derniers permis de feu par points chauds (dont le dernier date du 27 septembre 2022) sachant qu'une grande partie des opérations de maintenance sont effectuées en interne avec démontage de pièces pour être soudées en ateliers.
Observations : Observation 5 : Le local maintenance est accolé aux capacités de stockage du silo palplanche ce qui pose des problèmes d'empoussièrement du local en question et des problématiques potentielles de co-activités. L'exploitant étudiera la possibilité de délocaliser son activité maintenance dans des locaux isolés des capacités de stockage (a minima les activités par points chauds et les potentiels combustibles devront être isolés dans un local avec porte coupe-feu vis à vis des activités de stockage de céréales).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Le site est essentiellement équipé de redlers capotés et d'élévateurs fermés. Le site ne comporte pas de système de dépoussiérage au niveau de l'ensemble des moyens de manutention (2 cylones dans le silo palplanche liés à des équipements de travail du grain). Le site comporte une seule bande transporteuse dans la partie avoine qui n'est utilisée que ponctuellement (moins de 500t par an).
Observations : Observation 6 : L'inspection des installations classées incite l'exploitant à élargir les équipements munis de dispositifs d'aspirations (l'exploitant a notamment fait part d'un projet d'aspiration au niveau d'un trieur au niveau des silos S9 et S10 mis en stand by pour le moment (silos avec faible potentiel de dangers compte tenu de l'absence de tours de manutention et des cellules métalliques)).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Non-conformité 3 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la bande transporteuse sur la partie avoine est non propagatrice de flamme (bande de moins de 30m utilisée ponctuellement).
L'exploitant a indiqué avoir remplacé une sangle d'élévateur non propagatrice de flamme mais n'a

pas été en mesure de présenter un justificatif en inspection. L'exploitant devra justifier de la conformité de toutes les sangles d'élévateur (cf article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p> <p>Constats : Le dernier rapport de contrôle des installations électriques date du 7 décembre 2022. Ce rapport tient bien compte du plan de zonage ATEX fourni par l'exploitant (version du 11/09/15) et de l'ARF (version du 13/09/ 2011).</p> <p>Observations : Observation 7 : L'exploitant devra veiller à fournir les dernières versions du zonage ATEX (venant d'être actualisé le 26 avril 2023) et de l'ARF (avec dernière version datant du 3 septembre 2016).</p> <p>Par ailleurs l'exploitant a indiqué avoir réalisé un rapport de vérification sur les liaisons équipotentielles sans être en mesure de le présenter lors de la visite. Il doit être transmis à l'inspection des installations classées</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Propreté du silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, propreté du silo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p>Constats : La visite des installations a permis de relever un état de nettoyage satisfaisant des</p>

installations le jour de l'inspection (la visite étant programmée et la nouvelle période de moisson n'ayant pas débuté).

Le registre de nettoyage a été consulté et a mis en évidence un respect des fréquences théoriques de nettoyage sur la tour de manutention du silo palplanche (1 fois par mois avec dernières opérations le 16 février 2023, le 28 mars, le 21 avril et le 12 juin).

Observation 8 : L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que l'ancienneté des installations et leur conception favorisent le travail dans la poussière dans le silo palplanche notamment (absence de plancher, aspiration non présente en pied et tête d'élévateur...). Il est donc primordial d'assurer un nettoyage régulier des installations (allant au-delà des fréquences théoriques, y compris en périodes de moisson) avec une attention toute particulière sur les espaces confinés (notamment fosses d'élévateurs).

L'exploitant est invité également à étudier plus spécifiquement :

- la mise en place d'une colonne de nettoyage dans la galerie de reprise des silos S9 -S10
- la mise en place d'une paroi visant à limiter la poussière dans la partie avoine depuis les autres cellules du silo palplanche
- la mise en place de croix d'empoussièrement permettant lors de rondes régulières de déterminer si des opérations de nettoyage complémentaires sont nécessaires.

L'exploitant devra justifier que son matériel d'aspiration est adapté pour évoluer en zone ATEX.

Lors de l'inspection il a été constaté la présence de tôles d'amiante dégradées. L'exploitant est invité à faire évacuer ces tôles via les filières autorisées et éviter à l'avenir le stockage de tôles dégradées (sans précautions particulières).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'aspiration

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Constats : Le site n'est pas muni de filtre à manche mais uniquement de cyclones. Ces cyclones sont munis de détecteur de bourrage dont le fonctionnement a été vérifié en inspection.

Les asservissements ont également été testés pour les équipements disposant de dispositif d'aspiration.

L'exploitant fait réaliser annuellement un test des dispositifs de sécurité associés aux équipements de manutention (contrôleurs de rotation, déport de bande, asservissement...). Le dernier test a été réalisé par la société BEDELEC le 16 mars 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Limitation des effets d'une explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des effets d'une explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
Constats : Non-conformité 4 : lors de la visite, il a été relevé que les portes d'accès aux galeries de reprise n'étaient pas fermées. Il est important que ces portes restent fermées en permanence en dehors des passages de personnel pour éviter qu'une explosion survenant dans la tour puisse se propager dans la galerie de reprise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet